

43.
 Legation de Suisse
 en
 France

Paris, le 13 Juillet 1896



N^o 1/96
74

Prière de rappeler
 le numéro ci-dessus

Monsieur le Président,

Ainsi que Vous le faisiez prévoir mon rapport du 6 de ce mois, la Chambre des Députés a repoussé à une petite majorité de 14 voix un des points de détail de la réforme financière proposée par M. Cocheret et a profité de cet accident pour ajourner la discussion du reste du projet. Toutefois, comme on ne voulait pas de crise ministérielle à cette saison, et comme le Gouvernement avait en soin de ne pas poser la question de confiance, on a donné au Cabinet, pour le sauver, une satisfaction apparente en décidant que la discussion continuerait dès la rentrée d'Octobre sur un projet remanié. Cela ne trompe personne, et la preuve, c'est qu'immédiatement, la Chambre a voté les quatre

An
 Département politique fédéral
 Berne.



contributions directes sur la base de l'année dernière; le Sénat en a fait autant le lendemain et l'on s'est séparé. Cela implique que les Conseils généraux vont répartir au mois d'août, entre les communes, les taxes sur les bases anciennes, qu'en 1897 il n'y aura rien de changé et qu'ainsi la réforme, si réforme il y a, ne pourra pas sortir ses effets avant le 1^{er} Janvier 1898.

Les radicaux accusent le Cabinet Méline de fourberie et prétendent dans les réunions publiques que la réforme proposée par le Cabinet modéré était une simple réclame électorale. La vérité me paraît être que d'une part les discours de M^{rs} Ribot et Rouvier contre l'imposition de la rente ont ébranlés beaucoup de députés; la chronique financière du "Temps", dans le N^o portant la date d'aujourd'hui, résume d'une façon saisissante les motifs qui s'opposent en France à cet impôt et, pour une fois, Lord Beaconsfield a eu tort de dire qu'un discours avait changé quelquefois son opinion,

mais jamais son vote. La vérité est aussi que sur la réforme des impôts il n'y a aujourd'hui pas de majorité dans la Chambre française; je crois bien que la majorité est hostile à la réforme, mais elle ne vote pas d'après sa conviction; elle essaie de deviner ce que veulent les électeurs, parce que les élections de l'année prochaine se feront sur cette question; or, il est extrêmement difficile de savoir ce que pensent les électeurs; c'est là l'explication des votes contradictoires et, pour tout dire, incohérents des derniers mois; les groupes républicains et en particulier les modérés sont très divisés et disloqués sur cette question, et cela rend pour le moment la situation intérieure fort confuse.

—
 A l'extérieur, je vous écrivais le 1^{er} Juin que les représentants de certaines grandes puissances prédisaient dans le courant de l'été une action énergique de la Russie pour amener l'Angleterre à évacuer l'Egypte, et j'ajoutais que les Anglais s'y attendaient d'autant plus que, selon eux, M^r

Hanotant avait besoin d'un succès pour démontrer qu'il était un meilleur Ministre des Affaires Etrangères que M^m^{rs} Berthelot et Bourgeois et pour consolider sa situation quelque peu ébranlée par la mauvaise marche des affaires à Madagascar; on en concluait qu'il allait se mettre tout-à-fait dans les mains de la Russie.

Cette supposition du Cabinet de Londres ne s'est pas confirmée jusqu'ici. Les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche à Paris soutiennent même la thèse contraire. Ils disent que l'Impératrice-mère de Russie est plus en faveur que jamais auprès de son fils, qu'elle excite celui-ci contre la Triple Alliance et l'Angleterre; que la Russie a fait de pressantes démarches auprès de Mⁱ: Hanotant pour une action énergique anti-anglaise en Egypte et qu'au contraire c'est Mⁱ: Hanotant qui résiste avec fermeté et persévérance. Il paraîtrait d'après M^m^{rs} de Münster et de Wolkstein que

la Russie aurait traité de trop haut le
 Gouvernement français, voulant le diriger jusque
 dans de petits détails. M: Hanotaux aurait été
 frappé du fait que pendant les fêtes du couronnement
 à Moscou, la France, malgré toutes ses complaisances,
 n'aurait pas bénéficié d'une situation réellement
 exceptionnelle; que les amabilités de l'Empereur
 d'Allemagne ne sont pas sans écho en Russie;
 que si la France se laissait aller à une politique
 très active en Egypte, on aboutirait soit à une
 reculade, soit à une situation anglo-française
 tellement tendue qu'elle deviendrait périlleuse; or,
 la plus grosse partie du péril serait pour la France
 qui seule a une flotte. Il en résulte que M: Hanotaux
 retiendrait au lieu de pousser et estime qu'en
 conservant à la France son individualité, il
 obtiendra autant et plus que par une attitude
 servile. Il paraît d'autre part que la Russie
 cherche à émettre à Paris un ou deux emprunts,
 dont ^{l'un} ne serait pas moindre de 500 millions de
 roubles, en vue de reprendre les paiements en espèces;

la Monnaie de Paris frappe depuis des mois des
 roubles. argent en même temps que la Russie a
 accumulé chez elle la plus forte réserve d'or qui
 existe au monde; le rapport entre l'or et l'argent
 serait établi environ sur la base de 1:10 au lieu
 de 1:15 $\frac{1}{2}$, ce qui équivaut à une réduction d'un
 tiers environ de toutes les créances intérieures,
 stipulées en roubles. papier; c'est un petit
 bénéfice pour les habitants de la Russie dans le
 commerce extérieur, mais pour les cent millions
 de Russes qui n'ont jamais vu une pièce d'or,
 qui ont vécu depuis un siècle sous le régime
 du papier, qui n'ont pas de relations avec l'étranger
 et dont toutes les créances ou salaires sont
 stipulés en papier, cette réduction d'un tiers est
 une opération gigantesque bouleversant tous les
 rapports sociaux. L'emprunt de 2 milliards
 que la Russie cherche à négocier à Paris en
 ce moment, après avoir, paraît-il, tâté le
 terrain à Berlin, a une importance vitale

pour La Russie; cela permet à M. Henotany
 de faire ses conditions. Il y a huit jours, j'ai
 entendu dire qu'un accord ne se faisait pas, et
 il y a quatre jours qu'on s'était rapproché et que
 M. Alphonse de Rothschild restait à Paris pour
 suivre cette affaire dans laquelle serait aussi
 intéressé notre compatriote M. Hottinguer. Il
 est aussi question d'un emprunt russo-chinois
 pour le chemin de fer transsibérien. Il
 paraît que les financiers français considèrent
 ces nouvelles émissions russes comme risquées;
 quelques-uns réclament, paraît-il, comme
 condition sine qua non pour chauffer l'enthousiasme
 que l'Empereur Nicolas II vienne se promener
 en personne sur les boulevards de Paris; il
 paraîtrait que l'Empereur résiste malgré
 l'énormité du pourboire et que sa résistance se
 rattacherait à certains de ces petits incidents
 qui acquièrent dans les Cours une importance
 inattendue, le refus du comte de Montebello
 Ambassadeur de France à St. Pétersbourg de baisser

la main de l'Impératrice au couronnement et de renoncer à donner son bal le soir du jour où des milliers de malheureux moijistes aient été écrasés lors de la distribution des gobelets du sacre.

Il est difficile de se retrouver au milieu de toutes ces assertions, mais le fait est que jusqu'à présent il ne se dessine pas d'énergique action franco-russe contre l'Angleterre en Egypte et qu'entre la France et l'Allemagne, la participation de ce dernier pays à l'Exposition Universelle de Paris en 1900 n'a pas été vue de mauvais oeil en France. Les ambassadeurs de la Triple alliance à Paris déclarent donc nettement qu'ils n'ont pas d'inquiétudes actuellement et que ni l'un ni l'autre joue un rôle modérateur.

Les journaux ont fait du bruit d'un certain nombre de discours échangés lors de la visite d'une escadre française sur les côtes d'Espagne, et dans lesquels des maires espagnols ont parlé d'une alliance de leur pays avec la

France. L'ambassadeur d'Espagne, M. de Mandas, m'a dit qu'il n'était question de rien de ce genre, que l'Espagne, en raison de ses énormes difficultés à Cuba, avait besoin, plus que jamais d'être neutre et rien que neutre, mais que, au moment où elle reprenait de bonnes relations avec l'Allemagne en matière commerciale, elle était heureuse de proclamer qu'elle a avec la France les meilleures relations. Traduction libre: il y aura un jour ou l'autre un petit emprunt espagnol à contracter à Paris.

L'ambassadeur d'Italie, comte Torrielli m'a affirmé catégoriquement par deux fois, il y a trois semaines et il y a huit jours, qu'il n'y avait pas de négociations commerciales franco-italiennes en cours et ensuite qu'il était fait que M. Luzzatti fut chargé de s'occuper de la question. L'ambassadeur d'Espagne qui redoute énormément à cause des vins l'octroi à l'Italie du tarif minimum dont bénéficient les vins espagnols, m'a affirmé au contraire être sûr qu'on négocie entre Paris et Rome l'échange du tarif minimum à l'entrée en France en

favorable des produits italiens contre une convention commerciale entre Rome et Tunis, par laquelle l'Italie renoncerait en substance au régime des capitulations; le comte Tornielli jouerait sur les mots; il y aurait une convention italo-tunisienne et une loi intérieure française accordant le tarif minimum aux produits italiens, mais pas de convention commerciale directe franco-italienne. D'après le Duc de Mandas, M. Hanotaux est très hésitant et craint le rejet d'un arrangement de ce genre par le Parlement français pour des motifs politiques et n'ose pas conclure, malgré le très vif intérêt qu'il porte aux affaires tunisiennes. Pour ma part, je dois dire que malgré l'influence du parti colonial en France, je crois difficile que M. Hanotaux réussisse à faire accorder ici le tarif minimum aux Italiens dans l'état actuel des rapports entre Rome et Londres en

Egypte et en présence de l'hostilité des viticulteurs et
des agraires français. Gambetta et d'autres ont échoué
en 1878 et 1888 dans des conditions moins difficiles.

+ Agréés, monsieur le Président, les assurances de
ma très haute considération

Le ministre de Suisse

Lerdy

+ Les négociations anglo-françaises sur le bassin du Niger
sont absolument stationnaires.